

# Energies

## Nucléaire

Le devenir du nucléaire révèle les divergences particulièrement marquées entre les candidats qui entendent sortir du nucléaire – Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon, Philippe Poutou, Jean Lassalle –, celui qui se borne à poursuivre l'objectif actuel de réduction du nucléaire – Emmanuel Macron – et ceux qui entendent, au contraire, développer la filière – Nathalie Artaud, Jacques Cheminade, Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen et François Fillon.

*Jean-Luc Mélenchon* propose de **sortir du nucléaire** en fermant immédiatement la centrale de Fessenheim tout en garantissant l'emploi des salariés et leur formation en faisant de Fessenheim un site pilote du démantèlement. L'ensemble des postes du nucléaire devraient être réemployés pour le démantèlement des centrales et le déploiement des énergies renouvelables. Il prévoit également de rendre publiques les données sur l'enfouissement des déchets nucléaires depuis soixante ans et d'améliorer l'information relative aux dangers sanitaires.



De même, *Philippe Poutou* prévoit de **fermer immédiatement tous les réacteurs de plus de 30 ans**, arrêter la construction de l'EPR à Flamanville et abandonner les projets d'enfouissement des déchets radioactifs de haute activité.

*Benoît Hamon* et *Jean Lassalle* souhaitent, quant à eux, **sortir, à terme, du nucléaire** en fermant les réacteurs en fin de vie durant le quinquennat tout en préservant les emplois du secteur.

*Jacques Cheminade* va, au contraire, jusqu'à proposer la **construction d'EPR** et le développement accéléré de réacteurs de la nouvelle génération.

*Nicolas Dupont-Aignan* souhaite revenir sur l'objectif de 50% de nucléaire dans la production électrique en 2025 et **poursuivre la recherche** pour un « nucléaire propre et sûr ».



*Emmanuel Macron* préfère réduire la dépendance à l'énergie nucléaire en maintenant l'objectif de **50% d'énergie nucléaire** dans la production d'électricité à l'horizon 2025. La fermeture de la centrale de Fessenheim interviendrait, comme le prévoit le décret du 8 avril 2017, au moment de la mise en service de l'EPR de Flamanville.

*François Fillon* compte assurer le **prolongement de la durée d'exploitation du parc nucléaire** sous le contrôle de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, à l'instar de *Marine Le Pen* qui souhaite **maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire**.

*Nathalie Artaud* propose, quant à elle, de **placer les entreprises du secteur nucléaire sous le contrôle de leurs salariés** et de la population vivant aux environs.